

# Turquie : la négociation continue... doucement

mercredi 17 décembre 2008, par [Yves Bourdillon](#)

**Bien qu'hostile à l'adhésion de la Turquie, la France était prête à ouvrir trois nouveaux chapitres de négociations avec Ankara. Deux seulement le seront, l'énergie restant à l'écart sous la pression de Chypre.**

La Turquie a réussi à ouvrir à peu près deux chapitres à chaque présidence semestrielle depuis l'ouverture de ses négociations d'adhésion, en octobre 2005. Actuellement 8 sur 35 sont ouverts ; science (le seul à avoir été ensuite « refermé », c'est-à-dire à avoir vu l'aboutissement des négociations), politique industrielle, statistiques, contrôle financier, réseaux transeuropéens, santé, droit des sociétés et propriété intellectuelle. Deux chapitres supplémentaires devaient être ouverts à l'occasion du sommet européen : les règles relatives à la libre circulation des capitaux et à la société de l'information.

## Gaz de France exclu du gazoduc

La France continuerait à bloquer, en revanche, les discussions sur cinq chapitres : la politique monétaire, considérée comme un dossier stratégique en raison de ses implications pour l'euro, la politique régionale, l'agriculture, les dispositions budgétaires et les questions institutionnelles. Chypre de son côté bloquerait les chapitres éducation et énergie. La majorité des Etats membres font pression sur Nicosie pour qu'il lève ses objections sur ce dernier dossier mais Chypre attend en échange une percée dans les négociations pour la réunification de l'île divisée depuis 1974. Un changement, en février dernier, de leadership dans la partie grecque de l'île ouvre de timides perspectives en la matière.

Ankara, de son côté, a exclu Gaz de France, l'an dernier, du projet de construction du gazoduc européen stratégique, Nabucco, en raison de ce qu'il considère être une attitude « anti-turque » de l'exécutif français, illustré notamment par le vote d'une loi pénalisant la négation du génocide arménien de 1915-1917. D'un montant de 5 milliards d'euros, ce gazoduc, qui traversera la Turquie et les Balkans pour atteindre l'Autriche, est considéré par l'Union européenne comme un moyen très important de réduire sa dépendance par rapport aux importations russes. Il devrait être achevé en 2012.

---

## Sources

Source : Les Echos, le 12-11-2008